Kernos

Revue internationale et pluridisciplinaire de religion
grecque antique

10 | 1997
Varia

Éditorial

André Motte

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/kernos/639>

DOI : 10.4000/kernos.639

ISSN : 2034-7871

Éditeur

Centre international d'étude de la religion grecque antique

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1997

Pagination : 7-12

ISSN : 0776-3824

Référence électronique

André Motte, « Éditorial », *Kernos* [En ligne], 10 | 1997, mis en ligne le 12 avril 2011, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/kernos/639> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/kernos.639>

Éditorial

Le Centre International d'Étude de la Religion Grecque Antique célèbre ses dix années d'existence. C'est en 1987, en effet, qu'il a été créé, à l'initiative de collègues grecs et belges, afin de promouvoir, dans une perspective pluridisciplinaire, les études de religion grecque et de favoriser la collaboration entre ceux qui s'y consacrent. Les deux moyens principaux mis en œuvre pour réaliser ces objectifs ont été l'organisation bisannuelle d'un colloque ainsi que la publication d'une revue annuelle; à celle-ci est venue s'ajouter, dès 1992, une collection qui a notamment accueilli le guide bibliographique *Mentor*. L'année passée, le C.I.E.R.G.A. a réformé ses statuts de façon à permettre désormais l'adhésion, sans limitation de nombre, des chercheurs intéressés de tous pays et de renforcer le caractère international de ses instances. Cette transformation enregistre déjà d'heureux effets : à ce jour, une soixantaine de membres ont adhéré au Centre. Rappelons que la cotisation donne droit à une réduction du prix de l'abonnement à la revue et des ouvrages de la collection ainsi qu'à une information prioritaire concernant les activités qu'organise le Centre. Les nouveaux statuts en sont publiés ci-après.

En dix ans, cinq colloques ont été organisés par le C.I.E.R.G.A.; ils se sont tenus jusqu'ici en Grèce ou en Belgique, mais on n'exclut nullement que d'autres pays puissent à l'avenir accueillir ces rencontres. Le prochain colloque aura lieu à Liège, en mai prochain; on en trouvera le programme détaillé dans la *Chronique des rencontres scientifiques*. Le thème choisi, « Les panthéons des cités grecques », a manifestement suscité un très vif intérêt : trente-deux communications sont prévues, la durée du colloque, limitée à trois jours, nous ayant contraints à refuser plusieurs propositions. L'Assemblée ordinaire des membres du C.I.E.R.G.A. se tiendra à la faveur de ces assises.

La revue *Kernos* se devait elle aussi de marquer dignement son dixième anniversaire. Appel a donc été fait à d'éminents spécialistes pour traiter de préférence de questions méthodologiques se rapportant à la religion grecque. Le Comité de rédaction tient à leur exprimer leur vive gratitude. Grâce à leur contribution, ce volume, on l'espère, fera date. Empêché de prendre part au colloque, Marcel Detienne ne nous en a pas moins adressé un article qui traite directement du thème choisi et pourrait très utilement lui servir d'introduction. D'autres études abordant des sujets variés sont jointes, sans compter les autres rubriques

habituelles; la *Chronique des fouilles*, malheureusement, ne nous est pas parvenue cette année en temps utile.

La publication annoncée de deux nouveaux suppléments, un index de Pausanias et *Mentor II* (1986-1990), a pris quelque retard. Qu'on veuille bien nous en excuser : dans l'abondance de ces tâches, nous entendons donner priorité à la revue et faire en sorte qu'elle continue de paraître régulièrement à chaque printemps. La préparation des deux ouvrages n'en est pas moins très avancée et on peut encore espérer leur parution dans le courant de cette année. Est programmée également dans la collection la publication des Actes de la III^e Rencontre Héracléenne qui s'est tenue à Liège et à Namur en novembre dernier.

S'il fallait un autre indice de la bonne santé financière de *Kernos*, dont le nombre d'abonnés continue de croître, on le trouverait dans la décision de maintenir pour l'heure à son niveau actuel le prix de l'abonnement, inchangé depuis cinq ans. Toutefois, le tarif des expéditions postales venant de connaître, en Belgique, une nouvelle et importante augmentation, ce coût sera désormais facturé, exception faite cependant pour les membres du C.I.E.R.G.A. en règle de cotisation.

Le prochain numéro de la revue publiera les Actes du VI^e Colloque du C.I.E.R.G.A.; il célébrera aussi la mémoire de Franz Cumont, une figure prestigieuse entre toutes qui, disparue voici tout juste cinquante ans, n'en continue pas moins de marquer nos études d'une empreinte indélébile. Nous espérons pouvoir joindre à ce volume un répertoire des 10 premiers numéros parus, semblable à celui qui avait été réalisé pour les numéros 1 à 5.

La Rédaction saisit l'occasion de ce dixième anniversaire pour remercier à nouveau tous ceux et celles qui lui apportent bénévolement, sous des formes diverses, leur précieuse collaboration et pour rappeler aux lecteurs qu'elle est ouverte à toute suggestion de nature à améliorer le travail à poursuivre.

André MOTTE

*Président du Comité de rédaction
et vice-président du C.I.E.R.G.A.*

Statuts de l'Association internationale Centre International d'Étude de la Religion Grecque Antique

Titre I - Dénomination, durée, siège, objet

Article 1^{er} – L'association est dénommée « Centre International d'Étude de la Religion Grecque Antique » (en abrégé : C.I.E.R.G.A.). Sa durée est illimitée. Elle a son siège à l'Institut d'Étude des Religions et de la Laïcité de l'Université Libre de Bruxelles, av. Fr.-D. Roosevelt, 17, 1050 Bruxelles. Ce siège peut être transféré dans tout autre lieu en Belgique par simple décision du conseil d'administration, publiée dans le mois de sa date aux annexes du Moniteur belge.

Art. 2 – L'association a pour objet de promouvoir l'étude de la religion grecque antique et la collaboration entre les institutions et les chercheurs qui s'en occupent.

Il propose notamment :

- 1) de représenter efficacement ces institutions et ces chercheurs au sein des organismes internationaux et nationaux qui soutiennent moralement et financièrement les études et les recherches sur la religion;
- 2) d'organiser des échanges d'informations;
- 3) de favoriser les échanges d'instruments de travail;
- 4) de susciter des rencontres de chercheurs et de favoriser les échanges de professeurs et de conférenciers.

Titre II - Des membres

Art. 3 – L'association comporte des membres effectifs, des membres adhérents, des membres bienfaiteurs et des membres d'honneur. Le nombre de membres de chaque catégorie est illimité. Le nombre de membres effectifs ne peut être inférieur à trois. Seuls les membres effectifs ont le droit de vote aux assemblées générales.

Les membres effectifs sont

- 1) les fondateurs de l'association, à savoir les membres de l'assemblée générale constitutive et les personnes qu'elle a cooptées en cette qualité;
- 2) des personnes physiques qui répondent aux conditions suivantes :
 - a) avoir introduit auprès du conseil d'administration une demande d'adhésion appuyée par au moins un membre effectif;
 - b) être reconnues par le conseil d'administration comme ayant la qualité de chercheur dans le domaine de la religion grecque antique. Le Centre a des membres titulaires, qui sont des personnes physiques. Leur nombre est illimité. Il peut admettre des membres associés (individus et institutions) et des membres bienfaiteurs.

Les membres adhérents sont des personnes physiques ou morales, dont la demande a été agréée par le conseil d'administration et qui acquittent une cotisation annuelle.

Les membres bienfaiteurs sont des personnes physiques ou morales, agréées par le conseil d'administration en raison de l'aide financière qu'elles apportent à l'association.

Le titre de membre d'honneur est octroyé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration à des personnes physiques qui ont rendu des services éminents à l'association. Il peut être cumulé avec celui de membre effectif ou adhérent.

Art. 4 – Les membres effectifs et adhérents sont tenus d'acquitter une cotisation annuelle, dont le montant est fixé chaque année par le conseil d'administration.

Art. 5 – La qualité de membre se perd par décès, démission ou exclusion. Est réputé démissionnaire tout membre qui, ayant reçu annuellement une invitation à payer la cotisation, n'a pas acquitté celle-ci pendant deux années consécutives. Le membre exclu pour cette raison a la faculté d'introduire une demande de réintégration moyennant le règlement des arriérés de cotisations; les modalités de cette réintégration sont fixées par le conseil d'administration. L'assemblée générale peut, sur proposition du conseil d'administration et après avoir entendu la défense de l'intéressé, exclure un membre dont les écrits ou les

agissements seraient de nature à nuire gravement à la réputation de l'association ou aux buts qu'elle poursuit. L'exclusion est prononcée à la majorité des deux tiers des votants; elle est sans appel. Les héritiers ou ayants droit des membres décédés, démissionnaires ou exclus n'ont aucun droit sur le fond social.

Titre III - De l'assemblée générale

Art. 6 – Les membres effectifs, en règle de cotisation, constituent l'assemblée générale, qui est l'organe souverain de l'association. Pour être reconnu en règle de cotisation, le membre doit avoir acquitté toutes les cotisations annuelles qui lui ont été réclamées depuis son adhésion jusqu'à la date de l'assemblée. Celle-ci se réunit sur convocation du président du conseil d'administration ou du secrétaire général au moins une fois tous les deux ans. En outre, le président ou le secrétaire général est tenu de réunir l'assemblée extraordinairement si un tiers des membres effectifs en règle de cotisation en font la demande par écrit. Dans ce cas, l'assemblée est convoquée dans les trois mois à dater de la réception de la demande et son ordre du jour comporte obligatoirement les points proposés par les requérants. Un membre effectif en règle de cotisation peut donner procuration écrite à un autre membre effectif ou à un membre adhérent pour le représenter à l'assemblée générale; aucun membre ne peut disposer de plus de deux procurations. Les membres adhérents en règle de cotisation peuvent prendre part aux assemblées avec voix consultative.

Art. 7 – La convocation à l'assemblée générale mentionne obligatoirement la date, l'heure et le lieu de la réunion, ainsi que l'ordre du jour. Celui-ci est établi par le conseil d'administration. L'assemblée ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Pour que les décisions de l'assemblée générale ordinaire soient valables, il est requis qu'un tiers au moins des membres effectifs en règle de cotisation soient présents ou représentés. Pour que les décisions d'une assemblée générale extraordinaire soient valables, il est requis que la moitié plus un des membres effectifs en règle de cotisation soient présents ou représentés. Dans l'un et l'autre cas, si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée, qui statue valablement quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés. Sauf dans les cas prévus par les présents statuts, les décisions sont prises à la majorité simple des votants; en cas de parité de voix, un nouveau vote est requis.

Art. 8 – L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou, à défaut, par le vice-président le plus âgé ou, à défaut, par le doyen d'âge de l'assemblée. Elle nomme et révoque les administrateurs. Elle statue souverainement sur les affaires de l'association. L'assemblée générale ordinaire entend les rapports scientifique et financier présentés par le conseil d'administration sur les exercices écoulés depuis l'assemblée précédente. Elle approuve les budgets et les comptes et donne décharge au trésorier et au conseil. Elle est seule compétente pour modifier les statuts et procéder à la dissolution éventuelle de l'association. Ses résolutions sont consignées dans un registre signé par le président et le secrétaire général et conservé par ce dernier, qui le tient à la disposition des membres.

Titre IV - Du conseil d'administration

Art. 9 – L'association est dirigée par un conseil d'administration comprenant un président, trois vice-présidents, dont un de nationalité belge, un de nationalité hellénique et un d'une autre nationalité, et au moins neuf membres, dont au moins trois de nationalité belge, trois de nationalité hellénique et trois d'autres nationalités. Le président est élu pour quatre ans par l'assemblée générale parmi les membres effectifs de l'association, en règle de cotisation, qui ont déjà exercé un mandat au sein du conseil; son mandat est renouvelable. Les autres administrateurs sont élus par l'assemblée générale parmi les membres effectifs en règle de cotisation; leurs mandats sont également de quatre ans et renouvelables. L'assemblée générale désigne, en outre, six administrateurs suppléants, selon la même répartition par nationalités. Les vice-présidents sont élus par le conseil d'administration parmi ses membres.

Art. 10 – Les présidents sortants deviennent de plein droit présidents d'honneur. L'assemblée générale peut également conférer ce titre aux personnes qu'elle en juge dignes. Les présidents d'honneur et les administrateurs suppléants peuvent assister aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Art. 11 – Le conseil d'administration choisit, parmi les membres effectifs en règle de cotisation, un secrétaire général et, éventuellement, un ou deux secrétaires généraux adjoints. Le secrétaire général doit résider effectivement en Belgique. Le secrétaire général et les secrétaires généraux adjoints sont d'office membres du conseil avec voix délibérative. Leur mandat est de quatre ans et renouvelable.

Art. 12 – Tout membre du conseil peut demander à être démis de ses fonctions par lettre adressée au président ou au secrétaire général. Est réputé démissionnaire le membre du conseil qui perd la qualité de membre effectif de l'association, notamment par défaut de paiement de la cotisation, ou se trouve dans l'incapacité permanente d'assister aux réunions.

Art. 13 – En cas de décès, de démission ou d'exclusion d'un administrateur, le conseil désigne son remplaçant parmi les administrateurs suppléants de manière à respecter la répartition par nationalités. En cas de décès, de démission ou d'exclusion du président, le conseil désigne son remplaçant parmi les vice-présidents, élit ensuite un nouveau vice-président parmi les administrateurs de manière à respecter la répartition par nationalités et se complète de même en désignant un nouvel administrateur parmi les administrateurs suppléants. En cas de décès, de démission ou d'exclusion d'un vice-président, le conseil désigne son remplaçant parmi les administrateurs de manière à respecter la répartition par nationalités et se complète de même en désignant un nouvel administrateur parmi les administrateurs suppléants. En cas de décès, de démission ou d'exclusion du secrétaire général ou d'un secrétaire général adjoint, le conseil désigne son remplaçant parmi les membres effectifs en règle de cotisation. Dans tous les cas, le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 14 – Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par an sur convocation du président ou du secrétaire général. En outre, le président ou le secrétaire général est tenu de convoquer le conseil chaque fois que sept de ses membres au moins en font la demande par écrit. L'administrateur empêché d'assister au conseil peut donner procuration écrite à un membre effectif en ordre de cotisation pour l'y représenter. Le conseil délibère valablement pour autant que la moitié plus un des administrateurs soient présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité simple des votants; en cas de parité de voix, un nouveau vote est requis. Les délibérations du conseil sont inscrites dans un registre signé par le président et le secrétaire général et conservé par ce dernier, qui le tient à la disposition des membres de l'association.

Art. 15 – Le conseil d'administration adopte son règlement d'ordre intérieur, qu'il peut modifier chaque fois qu'il le juge utile. Il veille à l'exécution des décisions de l'assemblée générale et prend toutes les mesures propres à réaliser l'objet social. Dans l'intervalle entre deux assemblées générales, il approuve provisoirement les budgets et les comptes annuels. Il désigne en son sein les personnes habilitées à représenter l'association vis-à-vis des tiers. Il peut déléguer les pouvoirs qu'ils détermine à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers dans les limites de ses compétences. Sauf procuration spéciale, tous les actes qui engagent l'association sont signés par le président ou le secrétaire général, qui n'ont pas à justifier envers les tiers des pouvoirs conférés à cette fin. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies par le conseil représenté par un administrateur qu'il désigne à cette fin.

Titre V - De la gestion de l'association

Art. 16 – Les ressources de l'association sont constituées notamment par les cotisations de ses membres, des dons, des subventions, les contributions des participants aux activités qu'elle organise et le produit de la vente de publications. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.

Art. 17 – Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour gérer les biens de l'association, notamment en acquérant ou louant tous biens meubles et immeubles et en engageant le personnel nécessaire à cette gestion. Il établit chaque année un état de comptes et un projet de budget pour l'année suivante. Il fait rapport de sa gestion à l'assemblée générale ordinaire.

Art. 18 – Le secrétaire général assure la correspondance et la gestion financière de l'association et en coordonne les activités sous le contrôle du conseil d'administration. Il dirige le personnel éventuellement engagé par l'association et veille à la bonne exécution des contrats conclus entre celle-ci et des tiers. Les secrétaires généraux adjoints l'assistent éventuellement dans l'accomplissement de ces tâches, selon les directives du conseil.

Titre VI - Des sections régionales

Art. 19 – Trois membres au moins peuvent, moyennant l'accord préalable du conseil d'administration, créer une section régionale de l'association. Le C.I.E.R.G.A. n'a aucune responsabilité dans les activités et la gestion financière de ses sections régionales. Celles-ci soumettent néanmoins à son conseil d'administration un rapport annuel d'activité. Le conseil peut retirer l'agrégation d'une section régionale dans le cas où celle-ci ne s'acquitterait pas de ses obligations, n'aurait plus d'activités ou se livrerait à des activités étrangères à l'objet de l'association.

Titre VII - Modification des statuts. Dissolution

Art. 20 – Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cette fin, réunissant au moins deux tiers des membres effectifs et statuant à la majorité des deux tiers des votants. Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée, qui statue valablement quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés. Les modifications proposées figurent dans la convocation. La proposition de modification doit émaner du conseil d'administration ou être adressée à celui-ci par au moins un tiers des membres effectifs en règle de cotisation. Les modifications adoptées prennent effet à la date de leur publication aux annexes du *Moniteur belge*.

Art. 21 – Hors les cas prévus par la loi, l'association ne peut être dissoute que par une assemblée générale extraordinaire spécialement convoquée à cette fin, réunissant au moins deux tiers des membres effectifs et statuant à la majorité des deux tiers des votants. Si le *quorum* n'est pas atteint, une nouvelle assemblée est convoquée, qui statue valablement quel que soit le nombre de membres effectifs présents ou représentés. La proposition doit émaner du conseil d'administration ou être adressée à celui-ci par au moins un tiers des membres effectifs en règle de cotisation. En cas de dissolution, l'assemblée décide de l'affectation des biens de l'association à une ou plusieurs institutions poursuivant des buts similaires, sauf en ce qui concerne les libéralités prévues à l'article 4, alinéa 4, de la loi, dans le cas où le disposant a inséré dans l'acte une clause de retour à son profit ou à celui de ses ayants droit.

Titre VIII - Dispositions générales

Art. 22 – Tout ce qui n'est pas prévu par les présents statuts, et notamment les publications à faire aux annexes du *Moniteur belge*, sera réglé conformément aux dispositions de la loi.